



CDEN du Cantal

Là où la FSU dérange, c'est qu'elle fait son travail

Les infos en ligne du SNUipp-FSU 63

Lundi 12 mars 2018

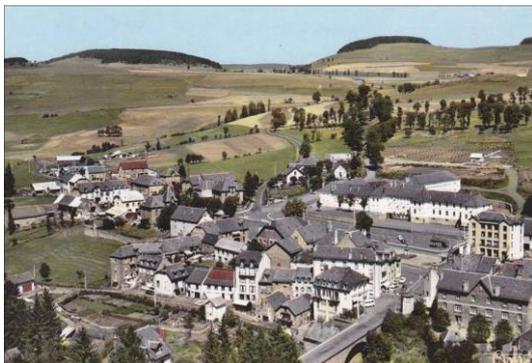
Comme nous l'avons déjà fait à travers d'autres articles, lorsque l'actualité le nécessite, nous ne manquons pas de rendre compte de ce qui se passe dans les départements voisins, là où la FSU et ses syndicats agissent aussi pour la défense et la promotion de nos métiers...

Voici donc comment la FSU du Cantal considère avoir été lynchée lors du dernier CDEN...

Le CDEN du jeudi 1^{er} mars a été le triste théâtre d'une violente attaque des autorités contre la FSU. Abasourdie et scandalisée, la FSU ne compte pas en rester là et ne se laissera pas museler par celles et ceux que le fonctionnement démocratique de notre société encombre.

FR3 en quête d'infos

Tout commence quelques jours avant le CDEN par une initiative des journalistes de France 3 national qui souhaitent faire un sujet sur l'impact des mesures de carte scolaire dans les écoles rurales. France 3 contacte le SNUipp-FSU national à Paris pour trouver des exemples d'écoles rurales impactées par des fermetures. Le SNUipp-FSU national nous contacte pour savoir s'il y avait des situations dans notre département qui pourraient correspondre à la recherche des journalistes. Nous répondons par l'affirmative en citant les écoles de Glénat et d'Allanche qui sont victimes de fermetures cette année et où nous savons que la mesure est difficilement acceptée par les parents et/ou les élus de ces communes. France 3 fait ses valises et pose ses caméras et ses micros auprès des parents, des élus, du SNUipp-FSU 15 et de la DASEN pour avoir un éclairage complet sur la situation. Un reportage de 2'30 est en préparation, [il sera diffusé dans le 19/20 après le CDEN](#).



Où est le scandale ? Nous n'en voyons pas. Chacun fait son boulot : les journalistes, le SNUipp-FSU national, le SNUipp-FSU 15, les élus, les parents, la DASEN. On se demande même si un tel reportage aurait fait réagir des autorités russes ou chinoises.

Sauf que...

En ouverture du CDEN, après les déclarations des organisations syndicales, la DASEN prend la parole. Elle a préparé son intervention par écrit, il ne s'agit pas d'un coup de colère. Ses mots ont été pesés, préparés. Le lynchage de la FSU est ouvert, en public, devant Madame le Préfet, les élus du conseil départemental, les maires, la FCPE, les DDEN, la FAL, l'UDAF, les inspecteurs et les autres organisations syndicales. Les représentants de la FSU ne comprennent pas ce qui se passe. Nous serons accusés lors de cette intervention de ne pas être loyaux, de ne pas être francs, de mettre des coups d'épée dans le dos, de fragiliser la DASEN, le département, les élèves. La DASEN ira même jusqu'à accuser les représentants de la FSU de répandre le mal dans leur département, « *le département dans lequel vous êtes certainement nés* ».

Le ministère (ou le rectorat ?) a contacté la DASEN pour savoir ce que venait faire France 3 dans le Cantal. C'est de notre faute, elle sait d'où ça vient, elle a les noms. On en a vu d'autres mais là on n'en mène pas large. D'abord décidés à rester impassibles, devant la teneur et la violence des propos, nous prenons alors la parole pour faire part de notre stupéfaction. Nous sommes calmes, cela aurait certainement mérité une réponse à la hauteur de la violence des propos de la DASEN mais nous sommes, à ce moment-là, déboussolés. Nous indiquons que nous sommes dans notre rôle, qu'en tant que syndicalistes nous ne sommes redevables d'aucune loyauté, que nous sommes libres de

répondre et d'échanger avec les médias, que les contacts que nous avons avec la presse ne regardent ni la DASEN ni la préfecture. Bref, que des évidences dans un état démocratique.

Se taire plutôt que dénoncer

Madame le Préfet s'en mêle. Le problème vient du fait que cela donne une mauvaise image du territoire et nous devrions nous ranger aux côtés de celles et ceux qui le défendent, des personnes responsables. Visiblement, les responsables ce sont tous les autres assis à ce CDEN. Madame le Préfet et la DASEN iront même jusqu'à dire qu'il n'y a rien à filmer et à dire sur Allanche qui ne perd qu'un poste. « *La presse c'est un business* » nous dira le Préfet, « *le jour où vous aurez besoin des journalistes pour un sujet valable, ils ne viendront plus puisque vous les avez faits déplacés pour rien* ».



Le vote de l'UNSA

L'UNSA prend la parole par la voix de son secrétaire départemental pour indiquer qu'ils comptaient s'abstenir initialement sur les mesures de carte scolaire mais qu'ils vont finalement voter POUR afin de soutenir le travail de la DASEN. L'association des maires fait la même intervention.

Vient le moment du vote. 11 votes POUR (Conseil départemental, maires, UNSA, FAL, UDAF, FCPE). 5 votes CONTRE (FSU et CGT).

Le vote de la CGT rompt quelque peu notre solitude et notre sentiment d'isolement. Personne dans l'assemblée n'exprimera un quelconque

soutien à la FSU, à la liberté d'expression, à la liberté de la presse, à la liberté syndicale. On ne s'attendait pas à être rejoints sur nos positions par d'autres que la CGT mais nous sommes extrêmement déçus et amers de voir que personne n'a défendu notre liberté et notre indépendance.

En s'adressant ainsi à la FSU, l'organisation majoritaire du département, la DASEN non seulement nous a attaqués en tant que représentants des personnels qui, au quotidien, défendons les collègues et les écoles sans compter notre temps, mais par ricochet elle méprise l'ensemble des collègues qui ont voté pour les représentants de la FSU aux élections professionnelles.

Même pas peur

Tout cela n'est pas anodin. Tout cela est calculé. Il y a une volonté de nous museler, de nous faire peur. Ce jeudi 1^{er} mars nous étions les cautions démocratiques d'un système qui ne l'est plus. La DASEN ne recueille pas un vote unanime POUR, ça arrange tout le monde. C'est la preuve que tout le monde peut s'exprimer et que l'instance respecte le droit d'expression. En façade.



La DASEN a sciemment franchi la ligne rouge. Elle le sait.

La FSU restera ce qu'elle est : indépendante.

Suite à cela, il nous paraît inconcevable de faire comme si rien ne s'était passé, de rentrer tête baissée dans le rang des « responsables ».

Nous n'en resterons pas là. La DASEN a déterré la hache, nous ferons face.

Le SNUipp-FSU 63 dénonce l'attitude des autorités administratives du Cantal, regrette l'absence d'unité syndicale et apporte son soutien aux élus de la FSU et du SNUipp 15.